

FRANCESCO PALMAS, *La politica spaziale francese. Contesto europeo e scenari transatlantici.*

ABSTRACT - France has been long engaged in sensitive space programmes. She's among the few European countries which invest in electronic intelligence and early warning systems, devoted to guaranteeing technical credibility to its nuclear deterrent. Since the beginning of the fifties, Paris has staked a great deal on the strategic value of space and has sought national independent access. Its technological and industrial basis is unrivalled in Europe and competitive at a world level also. Today, France spends more on military space programmes than its European partners combined: € 591 million out of a total of 950 million. However she's concerned about a bleaker future, both for herself and the European Union, which, as usual, invests paltry amounts in this strategic sector compared to the US.

Starting from these premises, this article dedicates its first part to the peculiarities of the French space adventure, running through its basic historical stages. Like the other great powers, France benefited from German research and engineers who had worked on V2 rockets. Aspiring after strategic autonomy in critical technologies, French achieved an original cooperation between the public research system and private industry: despite having failed in information technology, support for national champions succeeded in the space sector, blossoming around the Cnes-Thomson group. The second part of the work focuses on institutional programmes and policies, on industrial assets and market problems, comparing the French model to that of the main European and American spatial powers. Being at the centre of most European projects, Paris is matchless for transforming bi- or multilateral cooperation into a multiplier effect for her national interests. In contrast to the majority of western countries, the commercial market predominates in French space demand. Unfortunately, classical rules of economic competition are unsuitable for the space sector. Apart from its rhetorical emphasis and its primacy in common projects, French space sector has lost its long-time priority in recent years. The lack of funds has imposed heavy cuts. Though something new could stem from the defence's White book and the multi-year military law (2009-2014), both scheduled this year, at present, there is neither a Council, nor precise rules.

RÉSUMÉ - La France s'est engagée depuis longtemps dans des projets spatiaux sensibles. Elle est parmi les rares pays en Europe à investir dans l'intelligence électromagnétique et dans l'alerte avancée, qui assurent à la force de frappe nucléaire sa crédibilité technique. Depuis le tout début des années 50, Paris a misé sur la valeur stratégique de l'espace et s'est dotée de moyens pour y accéder en complète autonomie. Elle dispose d'une base technologique et industrielle sans égale en Europe, compétitive également au niveau mondial. Ses dépenses pour l'espace militaire dépassent celles de l'ensemble de ses partenaires européens: 591 millions de € sur un total de 950. Néanmoins, elle craint pour son avenir aussi bien que pour celui de l'Union Européenne. Bruxelles investit dans l'espace militaire, comme dans la plupart des secteurs stratégiques, des sommes risibles par rapport à celles d'outre-Atlantique.

Tout en partant de ces prémisses, l'article consacre sa première partie à une brève histoire de l'aventure spatiale française, dont il parcourt les étapes fondamentales. De même que les autres Grands, la France s'est servie des recherches allemandes sur les V2 et des ingénieurs qui les ont menées. Le désir d'autonomie dans les technologies critiques a poussé les Français à une collaboration originale entre recherche publique et industrie: le soutien aux champions nationaux, qui n'a pas abouti dans le secteur informatique, a pleinement réussi dans l'espace, à même de fleurir autour du binôme Cnes-Thomson. La deuxième partie du travail se concentre sur l'architecture et les projets institutionnels, sur l'organisation de l'industrie et les problématiques de marché, sans jamais perdre de vue le contexte européen et transatlantique. On verra que Paris est au centre d'innombrables projets européens et que son habileté à transformer les coopérations bi ou multilatérales en un multiplicateur de puissance de ses intérêts nationaux est sans pareille. Une des particularités françaises est la prépondérance du marché commercial dans la composition de la demande spatiale, ce qui n'est pas sans conséquence. Les règles classiques de la compétition économique ne conviennent pas au secteur spatial. En guise de conclusion, on soulignera que, exception faite pour l'emphase rhétorique et la primauté du pays dans de nombreux projets, l'espace semble avoir perdu la priorité d'autrefois en France aussi. Quelques nouveautés pourraient sortir du prochain Livre blanc de la défense et de la Loi de programmation militaire 2009-2014. Pour le moment, il n'y a pas de Conseil, ni de réglementation ad hoc et, pis encore, les difficultés financières ont imposé de douloureux sacrifices.

PAROLE CHIAVE: Programmi spaziali; Programmi militari; Sistemi duali e multinazionali; Ariane; Europa spaziale.